

"Faire preuve de pédagogie"

Tandis que l'Assemblée de Corse a adopté il y a deux ans le Plan d'action pour la réduction et le traitement des déchets ménagers de Corse - qui vise notamment 60 % de déchets triés d'ici 2021 - la directrice générale adjointe (DGA) en charge du pôle technique de la communauté d'agglomération du pays ajaccien (Capa) a développé au cours des dernières années une connaissance aiguisée de la problématique des déchets, tant au niveau des avancées que des obstacles à la fois techniques et comportementaux qui freinent durablement leur réduction à la source. Pionnière en la matière sur l'île, la collectivité du bassin ajaccien n'est évidemment pas la seule à agir, mais présente toutefois un exemple éclairant. Ainsi est-elle notamment en passe d'étendre la collecte en porte-à-porte à l'ensemble de son territoire. "Sur 33 000 foyers, 18 000 sont déjà concernés par ce système pour les ordures ménagères et les emballages, qui représentent 33 % de la poubelle, détaille Michèle Orlandi. D'ici la fin de l'année, il s'agira de couvrir l'ensemble de notre territoire, que ce soit en ville ou dans les communes rurales, même si la configuration de l'habitat, qu'il soit collectif ou individuel, vertical ou disséminé, joue aussi un rôle important dans l'application de ce dispositif".

Du côté des professionnels, toujours sur le territoire de la Capa, la grande majorité des commerçants du secteur de l'hôtellerie et de la restauration - soit environ 300 sur près de 380 - adhèrent à la collecte en porte-à-porte du verre, tandis que la collecte des cartons gagne aussi du terrain et que celle du papier concerne de plus en plus d'entreprises et collectivités publiques. "La valorisation des encombrants a par ailleurs connu une belle progression, la création d'une nouvelle déchetterie étant prévue dans le secteur de Campo dell'Oro", ajoute la DGA, qui précise que le projet devrait prendre "au moins 24 mois".

Instauré sur l'île il y a plus de dix ans avec le Syvade, le tri sélectif dispose encore d'une belle marge de progression sur l'île, toutefois bien loin de l'objectif de "territoire zéro déchet" duquel s'approchent déjà certaines villes à travers le monde (lire par ailleurs). "Le verre est collecté partout en Corse, mais la mise en œuvre du tri sélectif dans son intégralité sera effective sur l'ensemble de l'île d'ici 2019", souligne Amandine



Santucci, responsable valorisation au Syvade, qui évoque à cet égard le Nebbiu et la Pieve d'Ornano parmi les derniers secteurs à équiper. À l'inverse, la Capa a accru les moyens alloués à la gestion des déchets depuis 2015, doublant notamment le nombre de bornes d'apport volontaire en l'espace de deux ans.

Un constat qui témoigne d'une situation hétérogène à l'échelle de l'île, que la majorité territoriale vise donc à harmoniser à travers son plan d'action. De fait, au-delà de la prise de conscience citoyenne, seules l'action publique et une politique volontariste en la matière permettent d'impulser des évolutions notables, vérifiables en terme de tonnages.

Véritable enjeu financier pour les communautés de communes, rétribuées via le Syvade par les éco-organismes agréés par l'État en fonction des "performances" réalisées, le tri des déchets se heurte en outre à certaines limites d'ordre "psychologique" ou comportemental, tenant parfois de la mauvaise foi. "Le discours récurrent qui tend à propager l'idée selon laquelle trier n'est pas efficace ou ne sert à rien peut effectivement être décourageant au regard des efforts déployés, mais c'est un sujet national, qui ne se manifeste pas uniquement en Corse", estime Michèle Orlandi. Il faut sans cesse faire preuve de pédagogie."

Pour autant, si les préjugés et les mauvaises habitudes ont la vie dure, d'autres obstacles plus structurels demeurent, à l'instar, notamment, du manque de solution pour les biodéchets. En dépit de la généralisation des composteurs individuels ou partagés, l'absence de plateforme de traitement compromet la gestion de ces déchets lourds car constitués d'eau. "Les biodéchets représentent le tiers des ordures ménagères, insistent ainsi les membres de l'association Zeru Frazu. Les gros producteurs professionnels ont l'obligation légale de les traiter et la loi de transition énergétique stipule que tous les citoyens devront avoir une solution pour les trier à la source d'ici 2025. Or, seule la communauté de communes de Calvi met en place depuis 2016 une collecte au porte-à-porte chez les particuliers et une tarification incitative à Algajola", pointent les militants écologistes, qui mentionnent aussi les démarches initiées par la com'com de Lucciana, ainsi que celle de la communauté d'agglomération de Bastia. Des initiatives encore isolées, signe d'une volonté accrue de prendre le problème des déchets à la source. Mais pas sans entraves.

Objectif "territoire zéro déchet", entre utopie et concrétisation

Long de 25 mètres et ultrarapide, le plus grand tapis de tri d'Amérique du Nord se trouve à San Francisco. Grâce aux dernières technologies de pointe, la ville recycle à l'heure actuelle 80 % de ses déchets et est en passe d'atteindre la totalité d'ici 2020. Une ambition similaire visée par les habitants du village japonais de Kamikatsu, qui ont commencé le tri sélectif dès 1997, passant de neuf catégories différentes de matériaux à quarante-cinq aujourd'hui.

Autant d'exemples qui ne sont évidemment pas la norme, mais qui tendent à démontrer que l'objectif de "territoire zéro déchet", défendu par le mouvement Zero Waste - Zeru Frazu en Corse - ne relève pas forcément de l'utopie.

Convaincus du fait que le problème des déchets doit être pris "en amont", de plus en plus de citoyens se mobilisent pour défendre le "trépied" basé sur la séparation des biodéchets et leur compostage, la collecte séparée en porte-à-porte, ou en points de regroupement, de chaque catégorie de déchets ramassés en alternance, et enfin la mise en place d'une tarification incitative valorisant la qualité du tri, en lieu et place d'une "facturation au poids, très rentable pour les intermédiaires et les industriels", selon les tenants du "territoire zéro déchet". Des orientations que les militants de Zeru Frazu préconisent d'autant plus que, d'après eux, "le système actuel, avec des points d'apport volontaire pour le tri, a montré ses limites". "Il ne touche que les gens motivés et ne prend pas en compte les biodéchets. En effet, il n'est pas possible de multiplier à l'infini les conteneurs pour les déchets recyclables, ni d'installer des composteurs sur les trottoirs. En conséquence, 75 % des déchets insulaires ne sont pas triés et sont enfouis dans les décharges".

Dès lors, quelles solutions privilégier dans un souci sanitaire et environnemental? Opposés à l'incinérateur, les membres de Zeru Frazu s'élèvent également contre le projet de centre mixte de tri et de valorisation des déchets (CMTV) porté par la Capa et destiné à prendre en charge les ordures ménagères dans lesquelles se retrouvent encore des déchets à trier et à recycler (surtri mécanique), ainsi que les emballages déjà triés. "Prétendre trier et valoriser des poubelles mélangées est aussi stupide que de vouloir séparer les blancs des jaunes d'œufs dans une omelette cuite ! Les taux de valorisation des déchets avec ce type d'usine sont très mauvais et nécessitent toujours de grandes capacités d'enfouissement", assurent les écologistes. Un débat qui semble loin d'être tranché.